

CINÉMA

Aude Vermeil, Fonction : Cinéma

D'abord j'aimerais rappeler que le cinéma est une expression artistique extraordinaire qui peut toucher des milliers de spectateurs à travers les salles de cinémas, la télévision, les festivals, les DVD ou Internet. Par exemple, la part de marché moyenne d'Arte en France est de 3,3 %, et cela représente déjà une audience de 1,9 million de téléspectateurs !

Par ailleurs, on sait que l'audiovisuel est un média d'avenir dont les supports ne cessent de se développer et les canaux de diffusion de se multiplier.

Le cinéma est très largement soutenu par les pouvoirs publics en Europe. La France soutient à hauteur d'1,2 milliard de francs l'ensemble du secteur audiovisuel. Ces dix dernières années, des petits pays comme la Belgique, le Luxembourg ou le Danemark ont fortement renforcé leur soutien à la production. Ces pays ont réalisé que ce secteur générerait d'importantes retombées économiques et représentait un nombre important d'emplois, en plus du formidable rayonnement culturel qu'il offrait.

Il faut avouer que sans ces aides publiques, le cinéma européen n'existerait probablement plus, tant le marché des images est dominé par les Etats-Unis.

Ce soutien actif et volontaire a permis de proposer une production très variée, qui a su séduire un public de plus en plus important, tant en Europe que sur d'autres continents.

Certes, fabriquer un film coûte cher, et avant de faire le point sur les soutiens à la production et à la diffusion de films à Genève, j'aimerais rapidement rappeler pourquoi il faut autant de moyens pour faire un film.

D'abord le processus de fabrication est long. Pour une fiction, le développement d'un scénario prend facilement 1 à 2 ans. Ensuite, la recherche de financement nécessite elle aussi au minimum 2 ans de travail intensif. Se déclenche alors tout le processus de fabrication proprement dit : les repérages pour trouver les lieux de tournages, le casting des acteurs et de l'équipe technique, la préparation du tournage qui, comme une PME éphémère, coordonne une trentaine de métiers, le montage du film et toute la postproduction (musique, mixage, etc.).

La dernière étape, et pas la moindre, consiste à promouvoir et à distribuer le film.

Une part importante d'un budget est dévolue aux emplois. Imaginez qu'à chaque nom apparaissant aux interminables génériques de fin de films, correspond un salaire !

Chaque projet à ses particularités, mais en moyenne, le coût d'une fiction professionnelle est de 50'000 francs la minute et pour un documentaire de 10'000 francs la minute.

En 1 jour de tournage, on obtient environ 2 min. de film diffusé.

Voilà les raisons pour lesquelles un long métrage suisse correctement financé coûte aujourd'hui entre 3 et 8 millions. Un téléfilm, dont les temps de tournages sont compressés, coûte en moyenne 2,5 millions et un documentaire entre 300'000 et 800'000 francs.

Une des spécificités du financement du cinéma, c'est qu'un projet a besoin de sources multiples pour être financé: locales, régionales, nationales et étrangères et autant de bailleurs de fonds différents (TV, pouvoirs publics, fondations, coproducteurs, etc.).

La Suisse a inscrit son soutien au cinéma dans sa constitution et les principaux piliers au niveau national sont l'OFC qui contribue pour environ 30 % des financements avec 16,5 millions de Francs et la Télévision suisse (à travers ses entreprises régionales) pour un autre tiers (16 millions). Le dernier tiers est financé par les régions, les fondations et les producteurs.

Cette répartition n'est valable que dans le meilleur des cas et malheureusement, de nombreux projets sont sous-financés, à savoir qu'ils sont réalisés sans le soutien d'un de ces partenaires.

Pour la Suisse romande, les montants des financements annuels disponibles sont :

5,4 millions de l'OFC, 5,2 millions de la TV Suisse (Pacte audiovisuel), 5,8 millions des régions et enfin 2,8 millions en apports producteurs.

Au total la somme disponible en Suisse romande pour la production de films est de 20 millions de Francs, dont un peu plus de 50% pour Genève.

10,8 millions de francs peut sembler beaucoup pour produire entre 30 et 40 films genevois par année. Mais ce montant correspond au coût de deux ou trois longs métrages de fiction correctement financés !

Comme les financements pour le cinéma sont limités, les producteurs et les réalisateurs suisses sont confrontés à une concurrence très sévère pour financer leurs projets :

Par exemple à l'OFC en 2007 :

- Dans le domaine des longs-métrages de fiction: 50 demandes ont été déposées pour 29,5 millions, 15 ont été accordées pour 7,3 millions.

- Dans le domaine du documentaire: 128 demandes ont été déposées pour 12,1 millions, 46 accordées pour 4,2 millions.

La Ville de Genève investit 1, 2 millions pour l'aide sélective et l'Etat de Genève 525'000 francs avec un accès réservé à la relève.

Il faut encore préciser que la Ville et l'Etat de Genève aident aussi la diffusion d'œuvres cinématographiques en participant au financement de 4 festivals, du CAC Voltaire et du cinéma Spoutnik. Ils soutiennent également Fonction : Cinéma, association qui œuvre depuis 25 ans déjà pour le soutien à la création indépendante et qui est à l'origine des soutiens de la Ville et du Canton pour la production.

En termes de croissance des investissements dans la production, ce sont les régions qui ont été les plus dynamiques ces 10 dernières années.

Zurich a créé une fondation dotée d'une aide sélective de 8 millions de francs par an et a ainsi augmenté les ressources de sa production de façon spectaculaire. Les récents succès des films suisses allemands comme *Grounding*, *Vitus*, ou *Das Fraulein* sont directement liés au dynamisme de cette politique d'encouragement.

De son côté, la Suisse romande a créé, grâce à l'impulsion et à l'engagement sans faille de la Loterie Romande, le fonds REGIO Films financé également par les cantons romands, Genève en tête, Canton et Ville confondus.

Ce fonds, à l'inverse des autres, complète automatiquement, selon des barèmes prédéfinis, les aides sélectives qu'un projet a déjà obtenu.

En conclusion, les soutiens de la Ville et de l'Etat de Genève pour le cinéma, en comparaison avec d'autres disciplines artistiques subventionnées, sont assez modestes, si l'on considère les coûts élevés de la fabrication d'un film. Le montant global, toutes aides confondues, est de 4 millions de francs.

Le tissu économique de la branche reste très fragile et le nombre de films correctement financés est insuffisant pour donner un semblant de stabilité aux carrières professionnelles tant des techniciens, que des auteurs, des réalisateurs ou des producteurs. Seule une poignée peut vivre correctement de son métier.

Il faut relever l'émergence régulière de jeunes talents prometteurs, la ténacité et le courage de l'ensemble de la profession qui est déterminée à trouver les moyens de faire exister un cinéma de qualité qui reflète et questionne notre société et qui va à la rencontre de son public.

La Ville a augmenté significativement ses aides ces dernières années et a accueilli au Grütli plusieurs associations liées au cinéma pour renforcer ce pôle genevois et a démontré ainsi sa volonté de donner de l'importance à ce domaine.

Les professionnels ont demandé à l'Etat dès 2001 de consentir à un soutien équivalent à celui de la Ville. Cette augmentation aurait permis de rééquilibrer les forces entre Genève et Zürich.

Nos demandes sont restées bloquées année après année par le Conseil d'Etat.

En dix ans, le DIP n'a augmenté ses aides sélectives que de 120'000 francs.

Ce rééquilibrage entre Genève et Zurich est capital car nous voyons des réalisateurs genevois choisir des producteurs zurichois, pour avoir accès à la manne de leur fondation qui peut investir jusqu'à 600'000 francs sur un long-métrage, contre 150'000 francs à la Ville.

Cette situation, si elle devait perdurer, condamnerait à brève échéance les maisons de productions et les techniciens genevois, acteurs indispensables à la survie de la branche sur le plan local.

Il est donc important que les pouvoirs publics et les politiciens prennent conscience, à l'instar de Zurich, des enjeux économiques et culturels liés à l'audiovisuel et à son développement.

Certes un bout du chemin a été accompli, et les acquis ne sont pas à négliger, mais nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins.

Pour consolider ces acquis, la profession élabore actuellement un nouveau modèle de financement qui tient compte d'une VISION D'ENSEMBLE de la production romande et de tous les partenaires qui la financent.

Ce modèle proposera :

- de redéfinir plus clairement les missions de chaque instance;
- d'augmenter les ressources, mais aussi de mieux coordonner leurs attributions.

Genève, leader en Suisse Romande dans ses engagements en faveur du 7^{ème} art, a un rôle important à jouer dans cette nouvelle perspective qui induit une concertation avec chaque partenaire.

Dans les mois qui viennent, nous attendons que les autorités participent pleinement avec les professionnels à l'élaboration de solutions durables pour l'audiovisuel en général, et pour la création indépendante en particulier.

Et je profite de l'occasion pour vous inviter à aller voir en salle le beau film du cinéaste genevois Jacob Berger qui s'appelle 1 journée.

Merci de votre attention.